

UN GRAND REPORTAGE
PARIS MATCH MENÉ AVEC LE
SOUTIEN DU FONDS POUR
LE JOURNALISME EN
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

PHOTOS ROGER JOB / REPORTERS

Les enfants précarisés et isolés d'Olténie, région du sud-ouest de la Roumanie, sont la cible des trafiquants d'êtres humains. Des schémas de migration familiale induisent également d'importants risques d'exploitation de mineurs.



ROUMANIE - BELGIQUE SUR LA PISTE DU TRAFIG D'ENFANTS

Voici un an (*), Paris Match enquêtait sur « Les enfants du trottoir ». Des centaines de mineurs d'origine étrangère arrivent chaque année en Belgique. Venus seuls ou acheminés par des réseaux, ils basculent dans toutes les formes de délinquance : prostitution, trafic de drogue, mendicité organisée, criminalité itinérante. Nous les avons retrouvés dans la rue, victimes de l'indifférence et de ceux qui les exploitent. Afin de mieux comprendre comment ces enfants se retrouvent dans ces filières, le journaliste Frédéric Loore et le photographe Roger Job se sont, cette fois, rendus en Roumanie, d'où partent plusieurs d'entre elles, à destination de la Belgique ou d'autres pays européens. Là-bas, des dizaines de milliers de mineurs vulnérables constituent un réservoir sans fond pour tous ceux qui souhaitent en tirer profit, qu'il s'agisse de simples individus, de familles ou de réseaux criminels.

(*) Numéros du 27 mai et 3 juin 2010.



ENFANCE EN DANGER

Marinela, 12 ans, abandonnée par ses parents, vit avec ses frères et sœurs chez ses grands-parents dans le misérable quartier rom de Lipov, près de Craiova, dans le sud-ouest de la Roumanie. Elle est la seule de sa famille à suivre une scolarité prometteuse et salutaire, mais qu'elle risque de ne pas pouvoir poursuivre. Comme elle, des dizaines de milliers d'enfants à travers le pays vivent dans des milieux familiaux déstructurés et précarisés à l'extrême, voire sont carrément livrés à eux-mêmes. Ces situations en font des victimes toutes désignées de la traite.

Une maigre allocation sociale, quelques volailles et énormément de débrouille sont les seuls moyens de subsistance de la famille de Marinela. Parmi les quelque 2 à 3 millions de Roms que compte la Roumanie, énormément vivent des situations similaires.



350 000 ENFANTS ROUMAINS VIVENT SEULS OU AU SEIN DE FAMILLES PRÉCARISÉES. UNE AUBAINE POUR LES TRAFIQUANTS ET LES EXPLOITEURS

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL EN ROUMANIE FRÉDÉRIC LOORE

Anamaria Braboveni, 25 ans, élève seule ses trois enfants dans le ghetto rom de Filiasi, non loin de Craiova. Son mari est parti en France à la recherche d'un travail. S'il ne lui envoie pas d'argent prochainement, elle devra s'endetter auprès des commerçants pour nourrir sa famille.



uartier rom de Lipov. Des masures délabrées bordent les rues en terre où cahotent d'impassibles conducteurs de charrettes tirées par des mulets. Des ribambelles de mioches en loques jouent dans la poussière. Certains ont des tignasses de jais et d'autres les yeux étonnement clairs. C'est en vain que l'on demande à renconter leurs parents, partis nombreux à l'étranger, à la recherche d'une meilleure fortune. Ils vivent seuls ou en compagnie de proches, parfois avec leurs mères, plus souvent avec leurs grands-

parents. De fait, les portes des habitations misérables s'ouvrent invariablement sur des moustachus tannés comme de vieux moujiks ou des matrones girondes dissimulant des enfants nus dans les pans de leurs robes.

En cette fin de matinée, le soleil est déjà haut perché au-dessus de la localité transformée en fournaise, alors qu'à l'ordinaire, en cette saison, le plein été n'est encore qu'une promesse. Les habitants cherchent le frais sous les vertes frondaisons. Sept mille cinq cents âmes peuplent la bourgade insouciante ceinturée de champs cultivés et située à une quarantaine de kilomètres de Craiova,

le chef-lieu du département de Dolj, dans cette région qu'on nomme l'Olténie. Ce territoire méridional de la Roumanie doit son nom à la rivière Olt, qui trace ses méandres à l'est. Au nord se dressent les parapets des Carpates, tandis qu'au sud et à l'ouest, le Danube déploie ses boucles en se faufilant aux confins de la Bulgarie et de la Serbie. Dans ce coin de pays agreste, les stigmates du démantèlement de l'industrie agricole sont présents partout. Laissés pour compte de la nouvelle économie de marché, des tribus entières d'ouvriers, de paysans et d'artisans ont opéré un retour à la terre qui suffit tout



juste à les nourrir. C'est vrai pour les Roumains et ça l'est plus encore pour les Roms. Ici comme ailleurs, dans le pays, les uns et les autres ne se mélangent pas, en dépit d'une communauté de destin, qui ne parvient pas à forger les solidarités.

DES MILLIERS D'ENFANTS VULNÉRABLES

Entassées dans leurs gourbis, les familles nombreuses rapportent toutes la même histoire : celle de leur survie avec l'allocation mensuelle de 230 lei (55 euros) octroyée par l'Etat, à laquelle s'ajoutent 40 lei par enfant (10 euros) et 80 lei (20 euros) supplémentaires pour toute la famille à partir du deuxième rejeton. A condition que tout ce petit monde soit scolarisé. Mais la scolarité est bien souvent facultative pour cette population complètement larguée, espérant trouver son salut dans l'exil. Dès lors, à Lipov comme dans une myriade d'autres villages de la campagne roumaine, les mineurs d'âge sont sous la menace pressante d'une migration forcée avec, à l'arrivée, le danger d'une exploitation.

Certaines des routes du trafic international d'êtres humains partent d'ici pour se ramifier dans toute l'Europe occidentale, en passant notamment par la Belgique. Elles charrient jusque dans notre pays des colonies d'enfants et d'adolescents livrés, au bout du chemin, à la mendicité, à la prostitution et à la criminalité itinérante (vols à la tire, vols dans les grands magasins, cambriolages). Avec l'ex-Yougoslavie, la Roumanie est l'autre sanctuaire des groupes d'auteurs criminels ciblés par la police judiciaire fédérale belge.

Sous l'effet de la libre circulation consécutive à l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne en 2007, la migration s'est accélérée. A tous ceux, innombrables, que la société post-communiste, entrée de plain-pied dans l'ère de l'économie dérégulée, a laissés sur le carreau, elle apparaît comme le plus sûr moyen de renouer avec la marche du monde. Cette migration s'effectue aussi pour partie en famille. Dès lors, elle donne lieu à différentes formes d'exploitation familiales de mineurs, dont le ressort est toujours l'abus de confiance. Les boniments d'un fiancé, d'un notable de village ou même d'un parent peuvent conduire au travail illégal, à la manche ou à la prostitution.

Plus inquiétantes sont les structures de type mafieux qui trafiquent ces mineurs sur une grande échelle. Les en-

ION (16 ANS) : « J'AI ÉTÉ VENDU BÉBÉ ET EXPLOITÉ PENDANT ONZE ANS »

Nous l'appellerons Ion. Il a 16 ans. Reconnu victime de la traite des êtres humains, il est placé sous la protection de l'ONG Adpare.

« Je suis originaire des environs de Bucarest. A ma naissance, j'ai été vendu à des inconnus. Ma mère me croyait mort-né et n'a su la vérité que bien plus tard. Un de ses proches a profité de la complicité d'un médecin de l'hôpital pour falsifier mon certificat de naissance en me faisant passer pour l'enfant décédé de la famille qui m'a acheté. Plus tard, ces gens ont émigré en Espagne, à Cordoue. Celle que je croyais alors être ma mère a eu quatre enfants naturels, tous bien traités, tandis que j'étais l'esclave de la famille. Nous avons vécu en Espagne durant six ou sept ans. Le père m'a appris à faire le pickpocket. Chaque jour, il m'emménageait voler les touristes et les passants dans les rues de Cordoue. Je ne devais dérober que l'argent et les bijoux, selon la technique qu'il m'avait apprise. Ça lui rapportait beaucoup. Moi, je ne recevais rien. Je mangeais peu, j'étais battu et menacé, j'avais peur. Le père connaissait d'autres Roumains là-bas, qui pratiquaient de la même manière avec d'autres enfants. J'en connaissais plusieurs, certains avaient été kidnappés. A plusieurs reprises, j'ai été arrêté par la police. A chaque fois, je leur ai expliqué ce qui m'arrivait et j'ai demandé de l'aide. Mais je n'en ai jamais reçu aucune. Au contraire, la police m'a toujours ramené chez moi sans poser de questions. Une fois, j'ai même été admis dans un foyer pour enfants où ces gens sont venus me rechercher sans difficulté. Quand j'ai eu 11 ans, le père a été arrêté et emprisonné à la suite d'un vol. Lorsqu'il en est sorti, tout le monde est rentré en Roumanie où, après bien des péripéties, j'ai retrouvé ma véritable mère. Ce n'est qu'à partir de là que j'ai commencé à vivre comme un enfant ordinaire. Aujourd'hui, j'habite avec elle, son mari et ma sœur de 13 ans. Les retrouvailles se sont bien passées. A l'école, j'ai rattrapé le temps perdu en faisant quatre années en une. Je suis aussi doué au foot. J'aimerais percer dans ce sport, mais je veux avant tout finir le lycée et peut-être aller à l'université. Je souhaite devenir un homme honnête et droit pour pouvoir aider financièrement ma mère, qui a des problèmes de santé, ainsi que ma famille. Même si elle a été très douloureuse, cette expérience m'a quand même appris beaucoup sur la vie et les hommes. J'ai gagné en maturité. A présent, j'essaie de profiter un peu de l'existence en attendant de fonder ma propre famille. »

fants laissés seuls par des parents partis chercher du travail à l'étranger constituent pour elles un inépuisable vivier de proies potentielles, en raison de leur extrême vulnérabilité. La statistique arrêtée par les autorités roumaines au 31 décembre 2010⁽¹⁾ en recense 84 000 pour tout le pays. Ce chiffre est toutefois très en-dessous de la réalité. Il s'appuie sur des données collectées auprès des écoles par les services de protection de l'enfance. Or, ces services sont réputés défaillants et il faut au surplus compter avec le phénomène de déscolarisation. Sans même parler du problème de la fiabilité des registres de population. En revanche, parmi les ONG et les organismes in-



ternationaux, on s'accorde sur le chiffre effarant de 250 000 à 350 000 enfants livrés à eux-mêmes ou confiés à la protection toute relative de parents nécessiteux.

L'ESCLAVAGE DE LA « KAMATA »

Comme dans toutes les campagnes roumaines, les familles précarisées d'Olténie sont la cible des réseaux transnationaux de traite. Les pourvoyeurs de main-d'œuvre servile, d'enfants voleurs et de prostituées juvéniles y font allégrement leur marché. Rien qu'en 2010, soixante-sept filles de la région sont tombées aux mains de proxénètes. Trente-huit d'entre elles provenaient du département de Dolj, dont de nombreuses mineures recrutées directement à l'école de Bailesti, non loin de Lipov. « En l'espace de quelques mois, une vingtaine de ces jeunes filles ont été envoyées se prostituer en Italie », relate Adrian Gluga, procureur du parquet de Craiova. « Derrière ces faits, nous avons identifié un groupe criminel de dix-sept personnes. Une seule victime a osé porter plainte. »

L'isolement, la pauvreté, l'exclusion sociale et l'ignorance des risques liés à la migration sont les mamelles du trafic et de la traite de mineurs. Celles auxquelles s'abreuve copieusement les « kamata ». Ces prêteurs usagers pratiquent la « kamata », un système mafieux de prêt très répandu dans le sud de la Roumanie depuis la fin des années 1980. Les migrants qui ont le malheur de financer auprès d'eux leur installation à l'Ouest le paient au prix d'un es-

VIOREL, GRAND-PÈRE DE MARINELA (12 ANS): « JE NE VENDRAIS PAS MA PETITE-FILLE MÊME SI DES GENS ME PROPOSAIENT UN MILLION D'EUROS! »

Faute d'aides de l'Etat roumain, beaucoup d'associations et d'ONG ont réduit leurs efforts en faveur des enfants seuls à la maison. L'antenne roumaine de l'OIM (Organisation internationale des migrations) a également arrêté son programme en novembre 2010.

mendier, voler et se prostituer dès le plus jeune âge. Pour Olivier Peyroux, «ce système prend la forme d'un réseau d'exploitation sans que les kamataris courent de gros risques, car les familles sont volontaires au départ et les menaces demeurent quasiment impossibles à prouver.» Cette impunité de fait leur est du reste garantie par les relais dont ils disposent à tous les niveaux du pouvoir roumain (économique, politique et judiciaire). La durée du prêt est d'un mois. Passé ce délai, la somme double et le piège se referme. Le couteau sur la gorge, les familles doivent récolter de l'argent par tous les moyens. Quitte à envoyer leurs enfants

jamais avoir à subir leur tyrannie. Il était condamné à vivre à genoux, et pourtant c'est un homme debout qui nous entraîne dans le cloaque où il a grandi. Né dans le ghetto rom de Filiasi, à une demi-heure de voiture de Craiova, il s'en est extirpé par la seule force de sa volonté et de sa foi pour devenir avocat spécialisé en droit des minorités. Personne d'autre n'incarne mieux que lui cette phrase de Mark Twain auquel il voulait une admiration sans bornes: «Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait.»

Marius sait les noirs desseins auxquels sont promis ceux de sa communauté, singulièrement les plus jeunes. A

QUELQUES VOLAILLES ET DE L'ESPOIR

Ces esclavagistes modernes, Marius Vasili ne les connaît que trop bien. Rom ursari de 28 ans, il a fait le choix de ne



l'école primaire de Lipov où il enseigne la langue romani, il s'échigne à leur faire comprendre que l'éducation représente pour eux l'unique moyen de se délester de l'enclume de misère qui les tire irrémédiablement vers l'abîme. Parmi ses élèves, la petite Marinela Draghici (12 ans) suscite ses plus vifs espoirs, en même temps que ses craintes les plus sombres. «Elle est dotée d'une intelligence remarquable, capable de mémoriser sans difficulté des poèmes de quarante strophes. Elle pourrait aller à l'université, mais il est probable qu'elle doive arrêter l'école bien avant ça. Que va-t-il alors advenir d'elle?» demande le professeur effrayé, par la réponse qu'il n'ose donner. Dans le «meilleur» des cas, elle sera très tôt mariée à un adolescent de son clan. Dans le pire, elle pourrait échouer sur un trottoir de Bruxelles ou d'ailleurs.

L'enfant noire de soleil nous emmène chez elle. Deux rangées de taudis balisent la rue poussiéreuse. Celui dans lequel habite Marinela avec toute sa tribu est gardé par une riante marmaille en guenilles. Stefana, la grand-mère au visage de vieille squaw fumeuse de pipe, et Viorel, le grand-père, un ancêtre de 55 ans aux traits outragés par les épreuves, veillent sur les sept marmots abandonnés par leurs parents. «Mon fils est parti en Grèce pour gagner de l'argent. Nous ne savons pas ce qu'il est devenu et il ne donne plus de nouvelles. La mère des enfants aussi est partie. Alors, moi et ma femme, on s'en occupe comme on peut», explique Viorel, résigné. «On se débrouille avec quelques volailles et une aide d'Etat très modeste. Elle pourrait être plus importante, mais tous les enfants ne sont pas déclarés légalement.»

Lorsqu'on demande à Stefana comment elle envisage l'avenir de sa progéniture, des larmes roulent sur le parchemin de ses joues: «Mon espoir, c'est que Marinela puisse avoir une vie meilleure et, peut-être, en offrir une à ses frères et sœurs. On aimerait qu'ils aillent à l'école eux aussi, mais nous n'avons pas les moyens de les habiller pour les y envoyer.» A l'évocation des traquants de mineurs, le couple se rembrunit: «Même si des gens me proposaient un million d'euros, je ne vendrais pas ma petite-fille», martèle Viorel en serrant son poing noueux. Marinela ne semble pas en douter. «Plus tard, j'aimerais devenir professeur comme Marius», confie-t-elle. «L'école, c'est ma seule chance de quitter le village et d'aller étudier à Craiova. Par rapport aux



autres enfants de Lipov, je crois que j'ai de la chance.»

LA BELGIQUE SUR LES ROUTES DU TRAFIC

Le cas de Marinela est représentatif de l'incidence qu'exerce la pauvreté sur la vulnérabilité des mineurs, spécialement ceux qui se retrouvent seuls à la maison. Liliana Rosu, directrice de programme au Centre national des enfants disparus et sexuellement exploités (Focus), ne peut que confirmer. Dans un pays où l'on enregistre trois mille disparitions d'enfants chaque année, elle note que «la précarité, l'instabilité familiale et l'isolement rendent ces jeunes plus susceptibles que d'autres de tomber dans la prostitution, la pornographie sur Internet, le travail forcé, le trafic d'organes, etc.»

Parmi cette nuée de gosses en déshérence, combien sont-ils à se retrouver aux mains d'exploiteurs? Selon une étude de l'Agence nationale de lutte contre le trafic de personnes⁽³⁾, 292 ont été identifiés en 2007 et 186 en 2008, soit environ 15 % du nombre total de victimes recensées chaque année. Une statistique cette fois encore largement sous-évaluée, aux dires de nombreux observateurs de terrain. «On parle là de victimes connues, mais beaucoup ne le sont pas, parce qu'elles n'ont pas d'existence légale, ou faute de plaintes, tout simplement», explique Ionela (nom d'emprunt), une responsable de l'ONG roumaine Adpare, très active dans l'aide aux victimes du trafic et de la traite des êtres humains. «Qu'il s'agisse de mineurs ou d'adultes, le phénomène est impor-

ADRIAN (32 ANS), DÉTENU: « J'AI ÉTÉ SOLDAT POUR DES TRAFIQUANTS DE FILLES MINEURES »

Appelons-le Adrian. Il a 32 ans et est originaire de Constanta, sur les bords de la mer Noire. En 2007, il a écoper de cinq ans de prison pour trafic de personnes. Il est incarcéré au pénitencier de Jilava, en périphérie de Bucarest.

«A Constanta, je suis entré en contact avec un Roumain et un Albanais, tous deux membres d'un groupe criminel. J'avais auprès d'eux une réputation de dur à cuire. Ils m'ont engagé pour protéger les filles qu'ils prostituaient en rue près de Milan, en Italie. Il s'agissait de Roumains et d'Albanaises. Elles étaient un peu plus d'une trentaine, parmi lesquelles plusieurs mineures. En permanence, des filles partaient, d'autres arrivaient. Le système était déjà bien rodé lorsque j'ai débarqué. Mon job consistait à les surveiller pour éviter qu'on leur fasse du mal ou que des rivaux tentent de nous les voler. Dans la zone, il y avait d'autres groupes roumains et albanois. J'étais armé et je me déplaçais dans une voiture volée. Ce boulot me rapportait 300 euros par jour. Les problèmes se posaient surtout avec les clients. Certains malmenaient les filles ou refusaient de les payer. C'est là que j'intervenais. Je me contentais de les intimider, mais il arrivait que je doive les bousculer. Je suis resté environ trois mois sur place. J'ignore comment ces filles avaient été recrutées. Je n'étais qu'un soldat aux ordres de mon chef albanais qui me considérait comme le meilleur de ses quatre hommes. Ensuite, il a eu des soucis avec la justice italienne, qui l'a poursuivi pour l'exploitation sexuelle d'une mineure. Vu ses antécédents judiciaires en Italie, il a voulu me payer pour que je prenne son infraction à mon compte. J'avais aussi été arrêté mais, n'étant pas connu de la justice là-bas, je devais m'en sortir avec une peine légère. Finalement, on n'est pas parvenus à se mettre d'accord sur un montant. On s'est battu et c'en est resté là. J'ai fait tout ça pour pouvoir me faire construire une maison. Il me reste le toit à mettre (il rit). A présent, je suis en attente d'une libération conditionnelle. Je suis fatigué de tout ça. Je réalise que j'ai fait beaucoup de mal à trop de gens et que, demain, ce pourrait être mon propre enfant que des types exploiteraient de cette façon, et je sais que son jeune âge n'aurait aucune importance à leurs yeux.»

VÊTEMENTS DE MARQUE, COUPÉS SPORTS ET VILLAS COSSUES : LES BOSS DES BANDES ORGANISÉES S'AFFICHENT AVEC INSOLENCE DANS CRAIOVA

tant, tant à l'intérieur qu'au départ de la Roumanie. Les routes du trafic aboutissent le plus souvent en Italie et en Espagne ; elles s'étendent à la France, à l'Allemagne, aux pays scandinaves et, depuis deux ans, à la Belgique.»

Plusieurs de nos interlocuteurs laissent même entendre que Bucarest, soucieuse d'amener l'Union européenne à

baisser sa garde face à l'immigration roumaine, travestirait certaines données officielles de façon à masquer une réalité peu flatteuse. Le dirigeant d'une fondation italienne installée dans la capitale l'affirme tout de go : « Par exemple, la victime d'un trafic de personnes qui a incidemment consommé de la drogue sera souvent répertoriée par les autorités comme toxicomane uniquement.» Un témoignage interpellant, mais invérifiable.

UNE MAFIA QUI NE DIT PAS SON NOM

Pendant ce temps, le business criminel de l'enfance exploitée prospère tranquillement et les ogres engrangent. Depuis leurs redoutes de Tandarei, Giur-



A Craiova et dans la région, les interlopes, comme on les appelle ici, affichent leurs signes extérieurs de richesse de manière ostentatoire. Le propriétaire (25 ans) de cette rutilante Chrysler 300 C immatriculée au Québec est recherché par la police de Montréal. Il est également en probation dans l'état d'Ontario. Ce qui ne l'empêche pas d'exhiber sa « réussite » dans son pays d'origine.



giu, Galati et Craiova, de véritables gangs organisent le trafic dans toute l'Europe. Leurs victimes à destination de la Belgique empruntent les itinéraires migratoires bien connus : par la route, via la Bulgarie, la Hongrie, l'Autriche et l'Allemagne ; par les airs, grâce aux compagnies à bas prix qui desservent Zaventem et Charleroi. Egalement depuis la France et les Pays-Bas, en train et en voiture. Il en est qui ne font que transiter, pour se rendre en Angleterre en empruntant l'Eurostar. Des sources policières belges font état de l'arrivée à l'aéroport d'Heathrow (Londres) de mille huit cents mineurs étrangers non accompagnés (de toutes nationalités) sur une période de trois mois, dont un tiers considérés à risque de traite !

« La perméabilité des frontières roumaines n'est pas étrangère à l'importance du trafic », observe Casandra Cristea, spécialiste en anthropologie de la migration. « De multiples témoignages dénoncent la corruption des douaniers, qui ferment les yeux moyennant des bakchichs de 50 euros (NDLR : le salaire moyen roumain est de 190 euros). Vous avez aussi le problème des faux accords parentaux, confectionnés avec l'aide d'avocats marrons, avec lesquels voyagent les mineurs en compagnie d'adultes complices. Les autorités roumaines le reconnaissent difficilement, étant donné qu'elles souhaitent montrer patte blanche à l'Europe en vue d'obtenir leur sésame d'entrée dans l'espace Schengen.»

Cette mafia qui ne dit pas son nom, on peut en voir les représentants les plus ébouriffants aux terrasses de certains cafés de Craiova. Cheveux gominés, lunettes noires griffées sur le nez, habillés à la dernière mode italienne, ils éclatent de la vodka-orange en se pavant devant de rutilantes berlines allemandes immatriculées en France, en Italie, en Angleterre et parfois même outre-Atlantique. La plupart habitent d'invisibles villas tape-à-l'œil dans Fataluncii, un quartier de sinistre réputation, appelé aussi Lunca, où sévit une sorte de confrérie criminelle rom organisée sur un mode clanique. A leur propos, les journalistes du cru ne tarissent pas d'histoires de racket, de règlements de comptes et de trafics en tous genres mais, précise l'un d'eux, « il n'est pas bon de les écrire ». A

Bucarest et plus encore à Craiova, l'embarras des autorités est patent. Nos diverses demandes d'entretien ont du reste été vaines. L'an dernier, notre confrère de la BBC Liviu Tipurita



CLAUDIA (33 ANS), MÈRE CÉLIBATAIRE : « J'AI EU PEUR QUE DES TRAFIQUANTS ME PRENNENT MA PETITE FILLE »

Claudia est l'une des bénéficiaires d'ACSI, une association créée en 2004 à Bucarest pour venir en aide aux (futurs) parents en difficulté, singulièrement les mères. Partenaire de la Fondation belge Samilia, ACSI offre un soutien social et psychologique aux familles de façon à pouvoir maintenir les enfants à l'intérieur de celles-ci.

« J'ai deux enfants, une fille de 11 ans et un garçon de 5 ans. Je vis en banlieue de Bucarest, dans un appartement social très modeste, d'une seule pièce et sans eau courante. Je n'ai pas de famille. J'ai grandi dans un orphelinat, ma mère m'a abandonnée et je n'ai jamais connu mon père. Je n'avais plus de travail depuis longtemps, jusqu'à ce qu'ACSI m'en procure un il y a quelque temps. Je suis venue chez ACSI pour la première fois en octobre 2010. J'en avais entendu parler par une amie qui avait déjà bénéficié de l'aide de l'association. J'étais au bout du rouleau et j'avais besoin de soutien pour pouvoir continuer à m'occuper de mes enfants. De l'aide sociale, économique et psychologique. Tout, j'avais peur pour mes enfants, craignant que des trafiquants viennent me proposer de les emmener en échange d'argent. Ça arrive fréquemment. Voire même qu'ils me les enlèvent, ce qui se produit aussi. Je craignais surtout pour ma petite fille, qui va à l'école et sur laquelle je ne peux pas veiller en permanence, comme c'est le cas avec mon fils qui ne me quitte pas. J'ai des connaissances qui subissent cette menace, surtout des mères qui vivent seules et sans aucune ressource. C'est d'ailleurs le cas de ma meilleure amie et de la plupart de celles qui étaient avec moi à l'orphelinat. La majorité d'entre elles sont aujourd'hui à la rue. Des gens profitent de notre pauvreté pour nous pousser à faire des choses terribles, comme vendre nos enfants. Mais grâce au soutien d'ACSI et à mon travail, je suis maintenant en mesure de satisfaire les besoins de mes enfants et d'en prendre soin. Avant, ils pleuraient parce qu'ils avaient faim et j'étais impuissante. Je vois l'avenir plus sereinement. »

a recueilli le témoignage exceptionnel de Breliante, une figure importante du milieu. D'après le boss repenti, les profits engrangés par le crime organisé local uniquement grâce à l'exploitation d'enfants mendians et voleurs sont faramineux. Et d'ajouter : « On n'est plus là face à un problème national. C'est devenu un problème international. » ■

(1) Direction générale de la protection de l'enfance du ministère du Travail, de la Famille et de la Protection sociale.

(2) « Réalités et processus de la traite des mineurs roumains liée à la migration ».

(3) « Trafficking in children in Romania – Study on the recruiting process », General Inspectorate of the Romanian Police, National Agency Against Trafficking in Persons, Bucarest, 2009.